

**MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR REALISATION  
D'OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE**

**DESENCLAVEMENT ET SECURISATION DE L'ACCES A LA MANUFACTURE  
LALIQUE, AU QUARTIER LALIQUE, AU MASSIF FORESTIER ET A LA GARE A  
WINGEN-SUR-MODER**

**2025MP011**

**Règlement de concours de maitrise d'œuvre (RC)**

**Phase candidature et phase de projet**

**Pouvoir adjudicateur**

Communauté de Communes de Hanau-La Petite Pierre (CCHLPP)  
10 route d'Obermodern  
67330 BOUXWILLER

**Date limite des candidatures : 28 mai 2025 à 12h00**

# SOMMAIRE

<b><u>ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONSULTATION</u></b> .....	3
<b><u>ARTICLE 2 : TELECHARGEMENT ET COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION</u></b> .....	3
<b><u>ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u></b> .....	4
<b>3-1 : ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE DE CONSULTATION</b> .....	4
<b>3-2 : COMPLEMENTS A APPORTER AU C.C.T.P. ET AU C.C.A.P.</b> .....	4
<b>3-3 : VARIANTES</b> .....	4
<b>3-4 : OPTIONS</b> .....	4
<b>3-5 : FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ</b> .....	4
<b>3-6 : DELAI ET DATE PREVISIONNELLE D'EXECUTION</b> .....	5
<b>3-7 : MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION</b> .....	5
<b>3-8 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES</b> .....	5
<b><u>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES</u></b> .....	5
<b><u>ARTICLE 5 : JUGEMENT DES OFFRES</u></b> .....	7
<b><u>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES</u></b> .....	8
<b>6-1 : TRANSMISSION SUR SUPPORT PAPIER</b> .....	8
<b>6-2 : TRANSMISSION ELECTRONIQUE</b> .....	8
<b><u>ARTICLE 7 – INFORMATION A DESTINATION DES CANDIDATS NON RETENUS</u></b> .....	10
<b><u>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u></b> .....	10

## **ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux d'infrastructure du Désenclavement et de la sécurisation de l'accès à la Manufacture Lalique, au Quartier Lalique, au massif forestier et à la gare à Wingen-sur-Moder pour le compte de la Communauté de Communes de Hanau-La Petite Pierre, 10 Route d'Obermodern 67330 BOUXWILLER.

Le découpage du projet en deux phases est évoqué dans le CCTP.

## **ARTICLE 2 : TELECHARGEMENT ET COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le DCE est téléchargeable gratuitement et exclusivement sur <https://alsacemarchespublics.eu> en cliquant pour la consultation souhaitée sur le bouton suivant « Accéder à la consultation, puis sur Dossier de consultation ».

Il est recommandé de **créer un compte sur la plateforme** où vous renseignerez notamment le numéro SIRET et la raison sociale de votre société ainsi qu'une adresse électronique de façon à vous tenir informé des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, ...).

Le DCE pourra être téléchargé, au format ZIP soit dans sa totalité soit partiellement (dans le cas de marchés allotis).

Les pièces du dossier seront des fichiers dans l'un des formats suivants :

- \*.PDF (RC, CCTP, CCAP...)
- \*.doc ou \*.docx (Acte d'engagement)
- \*.xlsx ou \*.xls (BPU, DPGF, ...)
- \*.gif, \*.jpg et \*.png (images)
- \*.dxf et \*.dwg (plans)

Pour accéder à ces documents, vous devez donc disposer d'outils permettant de lire ces formats informatiques. Si vous ne disposez pas de ces outils, vous pouvez les télécharger gratuitement dans la rubrique « Aide, puis Outils informatiques ».

Le dossier de consultation, comprend les documents suivants :

- le présent règlement de la consultation,
- un acte d'engagement (A.E.), par lot,
- un DPU
- un Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- un Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- le tableau de répartition des honoraires

Le soumissionnaire prend soin de vérifier que le dossier de consultation est complet. Il dispose à cet effet d'un délai de six (6) jours, à compter de son téléchargement via la plateforme de dématérialisation alsacemarchespublics.eu.

Au-delà de cette échéance, le dossier sera réputé complet.

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3-1 : Etendue de la consultation et mode de consultation**

Les présents marchés de maîtrise d'œuvre sont passés sur procédure adaptée en application des articles L. 2124-1, R. 2123-1 et suivants, R. 2131-12, L 2431-1, L 2431-2 et R 2431-1 et suivants du Code de la Commande publique.

Conformément à l'article R. 2122-7. du Code de la Commande Publique un ou plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés pour la réalisation de prestations similaires avec le même prestataire.

### **3-2 : Compléments à apporter au C.C.T.P. et au C.C.A.P.**

Le candidat n'a pas à apporter de modifications ni de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ni au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

### **3-3 : Variantes**

Les variantes ne sont pas admises.

### **3-4 : Options**

Sans objet

### **3-5 : Forme juridique de l'attributaire du marché**

Le marché sera attribué en entreprise unique ou en groupement d'opérateurs économiques constitué selon les modalités fixées aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique.

En cas de groupement, le mandataire indiquera les cas où il a assumé cette responsabilité pour des travaux ou prestations équivalents.

Lorsqu'un groupement CONJOINT remet une offre, le soumissionnaire annexera à l'acte d'engagement (lors de la remise de l'offre) la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter, ainsi que leur montant respectif.

Lorsque cela est nécessaire à la bonne exécution du marché, l'acheteur pourra exiger que les opérateurs économiques soient SOLIDAIREMENT responsables.

Sous-traitance : Toute sous-traitance devra faire l'objet d'un agrément préalable du maître d'ouvrage dans les conditions des articles L. 2193-4 et suivants, et des articles R. 2193-1 et suivants du Code de la Commande publique.

La désignation des sous-traitants pourra intervenir soit lors de la remise des offres, soit au plus tard dans un délai d'un mois avant le démarrage de leur intervention. L'acte spécial annexé à l'acte d'engagement devra être dûment complété à cet effet.

**La demande de sous-traitance doit obligatoirement être signée électroniquement par le sous-traitant et le titulaire du marché.**

Si vous ne disposez pas de certificat, il faut acheter une signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS).

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

### **3-6 : Délai et date prévisionnelle d'exécution**

Le délai d'exécution est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être changé. La date de démarrage prévisionnelle des prestations est fixée à juin 2025.

### **3-7 : Modification de détail au dossier de consultation**

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats qui souhaiteraient obtenir des renseignements complémentaires devront poser leurs questions uniquement via la plateforme Alsace Marchés Publics.

Il ne sera donné aucune suite aux questions posées oralement.

La CCHLPP répondra et transmettra sa réponse aux candidats ayant téléchargé le dossier et s'étant indentifiés via la plateforme Alsace Marchés Publics.

### **3-8 : Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES**

Les soumissionnaires doivent répondre obligatoirement par voie électronique à la présente consultation. Leur offre électronique sera constituée des éléments suivants :

### **1. Les pièces suivantes justifiant de la capacité du candidat à concourir à un marché public :**

La candidature est présentée soit sous la forme des formulaires **DC1 et DC2** (disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (**Dume**).

Le candidat complète dans son intégralité le formulaire DC1, dans sa version la plus récente, afin d'attester sur l'honneur qu'il ne fait l'objet d'aucune des interdictions à soumissionner mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 et suivants du Code de la Commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi de travailleurs handicapés.

Le dossier de candidature devra par ailleurs indiquer :

- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,
- les documents et renseignements permettant de vérifier l'aptitude du candidat à exercer son activité professionnelle, ses capacités économiques et financières ainsi que ses capacités techniques, conformément aux articles R. 2142-6 et suivants du Code de la Commande publique, à savoir :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique,
  - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années,
  - présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 5 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ainsi que des fiches de références détaillées de prestations similaires à celles de la présente opération. Les livraisons ou les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,
  - déclaration indiquant les moyens techniques, l'équipement dont dispose le candidat pour l'exécution du marché,
  - déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour des risques professionnels pertinents,
- photocopie des certificats fiscaux et sociaux valables pour l'année **2025**

Ces derniers peuvent être remplacés par une copie de l'état annuel des certificats reçus établi par le Trésorier Payeur Général du Département ou par une **déclaration sur l'honneur dûment datée et signée justifiant de la satisfaction du candidat à ses obligations fiscales ou sociales.**

Dans cette hypothèse, le candidat retenu comme attributaire du marché devra fournir les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la lettre l'informant du résultat de l'appel d'offres.

- certificats de qualifications professionnelles ou tout document permettant au candidat de démontrer par tout moyen ses capacités dans la matière à laquelle se réfère le marché.

Il est précisé que si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs économiques et apportera la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

## **2. Un projet de marché complété, comprenant :**

- un acte d'engagement (A.E.) accompagné d'un relevé d'identité bancaire ou postal (signature PAdES recommandée),
- le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- le tableau de répartition des honoraires,
- un mémoire technique établi par le soumissionnaire qui comprendra quatre parties :
  - o Une note d'une page de compréhension du contexte, des principales données et contraintes, des enjeux de la mission du maître d'œuvre et des partenaires à mobiliser permettant au maître d'ouvrage d'appréhender la cohérence de la proposition avec les prestations attendues.

- o Une note méthodologique de 2 pages concernant la conduite des études et des travaux : note explicitant le déroulement des études et travaux accompagnée d'un planning de l'ensemble de l'opération indiquant l'enchaînement des différentes tâches, les phases d'acquisition des données, les contraintes de réalisation de la prestation, les phases de validation (les délais proposés par le candidat seront justifiés),
- o Une présentation de 3 pages de trois projets équivalents, de création de voirie nouvelle, hors agglomération, avec ouvrage d'art permettant le passage d'un cours d'eau, mettant en avant les contraintes environnementales, le travail avec de multiples partenaires et la complexité technique du projet
- o Une note de 2 pages décrivant l'organisation de l'équipe de maîtrise d'œuvre qui comprendra notamment :
  - Une description de l'organisation et des moyens envisagés par le candidat pour conduire cette opération en phase études et en phase travaux
  - La fourniture d'un organigramme précisant le nom, la fonction, les tâches des intervenants, ainsi que le CV par compétence (ouvrage d'art, VRD, procédures réglementaires) des intervenants principaux directement affectés au projet (titulaire et suppléant pour chaque compétence)

## **ARTICLE 5 : JUGEMENT DES OFFRES**

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-7, R. 2144-1 à R. 2144-7, et R. 2152-1 et suivants du Code de la Commande publique.

Les critères intervenant pour le jugement des candidatures sont les suivants :

- o La conformité du contenu par rapport aux pièces demandées,
- o Les garanties sur les capacités professionnelles, techniques et financières,

Les critères de jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

- o Le prix – 40% : Modalités de calcul :  $40 \times (\text{prix minimum observé} / \text{prix du candidat})$
- o La valeur technique de l'offre – 60% décomposé comme suit :
  - La note d'une page de compréhension du contexte (15%) : prise en compte des enjeux (5%), des données et contraintes (5%) et des différents partenaires (5%),
  - Une note méthodologique (15%) : appropriation d'un planning crédible (5%), détermination des points de blocage (5%) et présentation d'outils méthodologiques (5%)
  - Une présentation de 3 pages de trois projets équivalents (15%) : 5% par projet noté de la façon suivante : 2% pour la prise en compte des contraintes environnementales, 2% pour la complexité technique du projet et 1% pour la prise en compte de la démarche partenariale
  - Une note de 2 pages décrivant l'organisation de l'équipe de maîtrise d'œuvre qui comprendra notamment (15%) : diversité des profils (5%), leur complétude (5%) et leur capacité à travailler ensemble (5%)

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le

jugement de la consultation. Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition du prix pour le mettre en harmonie avec le montant total de l'offre ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES**

Les éléments candidatures et d'offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure précisée en page de garde du présent document.

### **6-1 : Transmission sur support papier**

La transmission des éléments de candidatures et d'offres sur support papier n'est plus autorisée. Les offres sous format papier envoyées par voie postale ou déposées physiquement ne seront ni ouvertes ni analysées.

### **6-2 : Transmission électronique**

Les candidats doivent obligatoirement transmettre leurs plis par voie électronique, via la plateforme internet « [www.alsacemarchespublics.eu](http://www.alsacemarchespublics.eu) ».

Pour répondre à un marché public de manière dématérialisée, vous devez constituer un dossier d'offre, comprenant uniquement les pièces exigées par l'acheteur – listées au règlement de la consultation (article Pièces de l'offre) , au format électronique, puis les déposer sur la plateforme.

#### **6.2.1 – Utilisation d'un certificat de signature électronique**

Bien que la signature de l'acte d'engagement ne soit plus obligatoire au moment de la remise de l'offre électronique, il est recommandé aux candidats de signer leur acte d'engagement électroniquement au moment du dépôt de leur offre.

Si l'offre n'a pas été signée lors de son dépôt, l'entreprise retenue sera invitée, après attribution du marché, à signer l'acte d'engagement avec un certificat de signature électronique.

Si vous ne disposez pas de certificat, il faut acheter une signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS).

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>

EU Trusted Lists of Certification Service Providers (Commission européenne) : <http://euts1.3xasecurity.com/tools/>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du règlement eIDAS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.



Il est préconisé d'utiliser l'outil de signature de la plateforme pour nous permettre de vérifier rapidement la validité de la signature électronique (rubrique Outils de signature). Cet outil permet de générer des signatures aux 3 formats : XAdES, PAdES et CAdES. Il est conseillé de choisir le format PAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé. L'obtention d'un certificat électronique est payant et peut prendre jusqu'à 3 semaines selon l'autorité de certification. Ce certificat a une durée de validité de 1 à 3 ans.

### **6.2.2 – Dépôt d'une offre électronique**

Il est fortement recommandé d'anticiper le dépôt électronique de votre offre avant la date et heure limites de remise des offres figurant sur la page de garde du règlement de consultation. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme (cf. rubrique « Se préparer à répondre »).

La durée de téléchargement, et donc de réception par la plateforme de l'offre, est fonction du débit de votre accès internet et de la taille des fichiers transmis. Vous recevrez un mail confirmant la réception de l'offre par la plateforme ainsi que la date et l'heure d'arrivée. Il est conseillé d'archiver cette preuve de dépôt.

### **6.2.3. - Format des fichiers transmis**

L'ensemble des documents à remettre à l'appui de votre offre devront être convertis au format PDF, seul format de nature à supporter la signature électronique. Ainsi un Acte d'engagement au format \*.docx dans le DCE devra, une fois complété, être converti au format \*.pdf avant signature et envoi électronique. Chaque document donnera lieu à son propre fichier informatique. Il est vivement recommandé de ne pas fusionner tous les documents en un seul fichier.

Il est vivement recommandé de ne pas numériser / scanner les pièces transmises, cela augmentant le poids.

Le document signé sur papier puis numérisé avant sa transmission n'a pas valeur de document original.

<b>ATTENTION !</b>
--------------------

- Seule la date de réception de l'offre par la plateforme est prise en compte et en aucun cas, la date d'envoi par le candidat. Il est donc recommandé au candidat d'anticiper l'envoi de son offre électronique, afin de respecter la date et heure limite de remise des offres, indiquées sur la page de garde du règlement de consultation.
- Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres. En cas d'oubli d'un document, veuillez effectuer un nouveau dépôt en joignant l'ensemble des pièces de votre offre.

- Si l'acte d'engagement ainsi que les habilitations données par les membres d'un groupement momentané d'entreprises à son mandataire, n'ont pas été signés lors du dépôt de l'offre (recommandation), l'attributaire recevra, via la plateforme, un mail l'informant qu'il est l'attributaire du marché et qu'il doit signer l'acte d'engagement (et les habilitations données au mandataire en cas de groupement) en sa possession lors de la consultation et le retourner signé électroniquement avec un certificat conforme eIDAS. Il est possible de signer un fichier en utilisant l'outil de signature proposé sur <https://alsacemarchespublics.eu/> rubrique « Outils de signature / Signer un document ».
- S'il n'a pas utilisé le format PAdES lors du dépôt des plis, l'attributaire du marché sera invité à nous remettre les documents du marché revêtus d'une signature au format PAdES.
- Enfin, l'attributaire reçoit le courrier de notification et l'ensemble des pièces du marché en version électronique via notre plateforme d'échange de fichiers.
- Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.
- En cas de groupement, le mandataire disposant des habilitations nécessaires signe seul la candidature et les offres au nom du groupement.
- Les candidats ne sont pas autorisés à remettre leur offre et leur signature de manière séparée ; l'intégralité de l'offre et sa signature devront parvenir en même temps.

## **ARTICLE 7 – INFORMATION A DESTINATION DES CANDIDATS NON RETENUS**

La décision de rejet d'une offre sera notifiée au(x) candidat(s) non retenu(s) au plus tard le 11 juin 2025, via l'envoi d'un courrier électronique transmis à l'adresse mail renseignée à l'article 1bis de l'acte d'engagement.

Il est recommandé aux entreprises de veiller à ce que les messages ne soient pas bloqués par leur anti-spam.

## **ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Le présent avis fait office de règlement de consultation pour la sélection des candidats admis à remettre une offre.

Le présent avis-règlement est accompagné des annexes suivantes :

1. CCTP
2. Diagnostic faune-flore réalisé par le bureau d'études RAINETTE
3. Le Compte rendu de la Visite de site par EXPLAIN
4. L'ensemble des documents des Etudes de faisabilité réalisées par EGIS
5. Les comptes-rendus des cinq comités de pilotage

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix, 67070 Strasbourg Cedex Tél : 03 88 21 23 23

Date d'envoi du présent avis à la publication : mardi 22 avril 2025

Pour obtenir tout renseignement complémentaire, les candidats devront s'adresser à :

Mr. Richard MATHEVOT, 03 88 71 75 83 / [r.mathevot@hanau-lapetitepierre.alsace](mailto:r.mathevot@hanau-lapetitepierre.alsace)